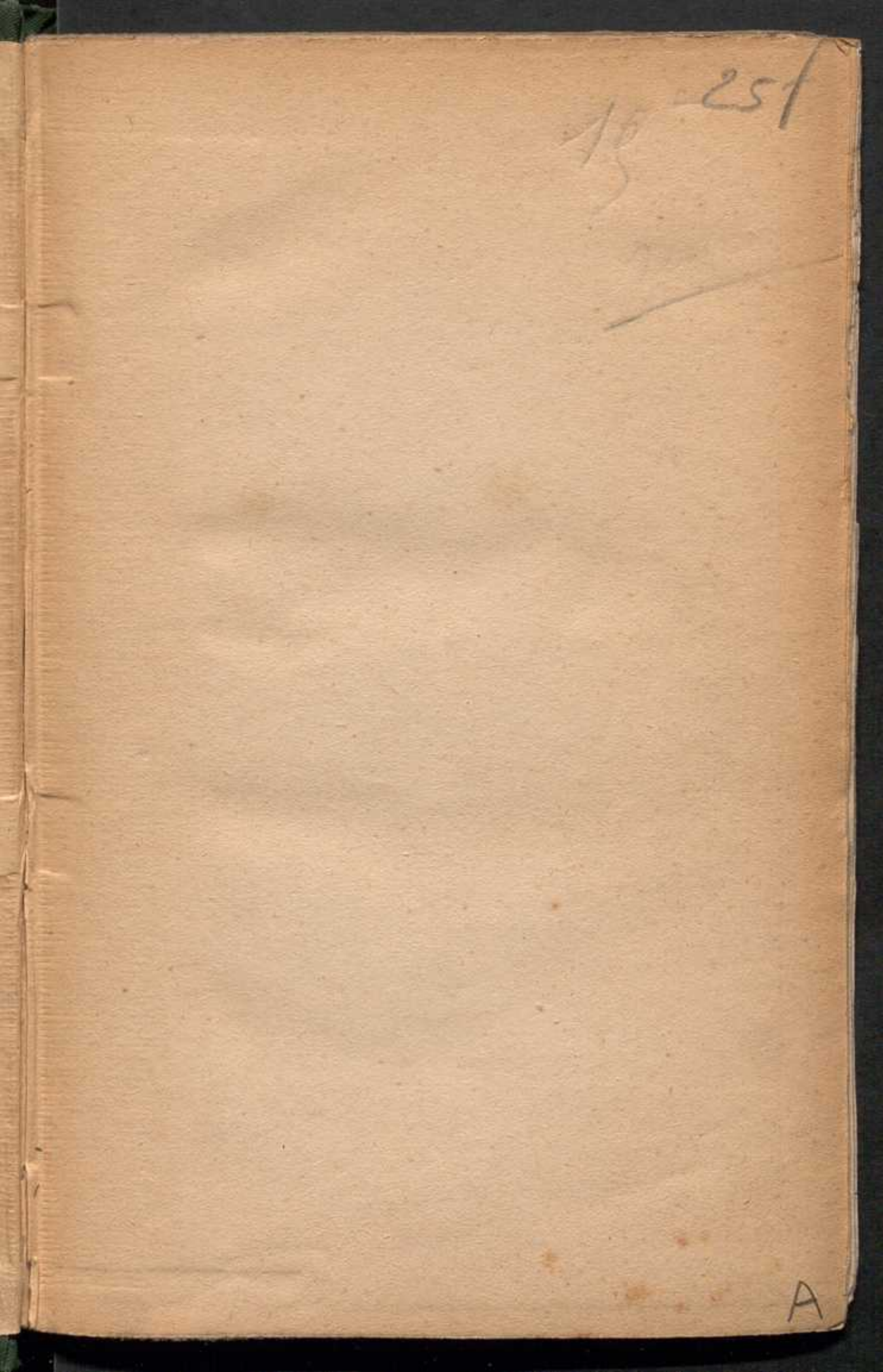
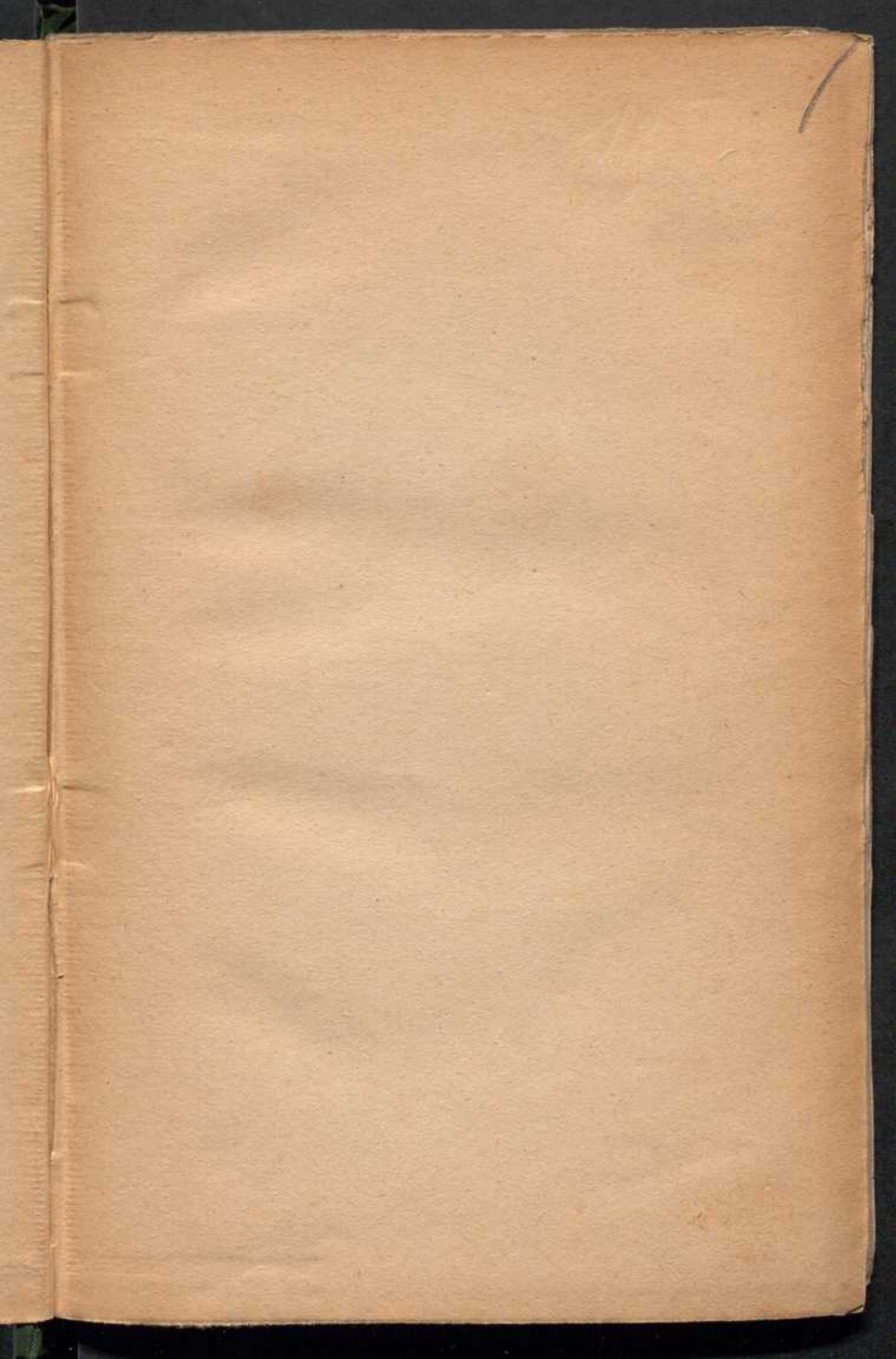
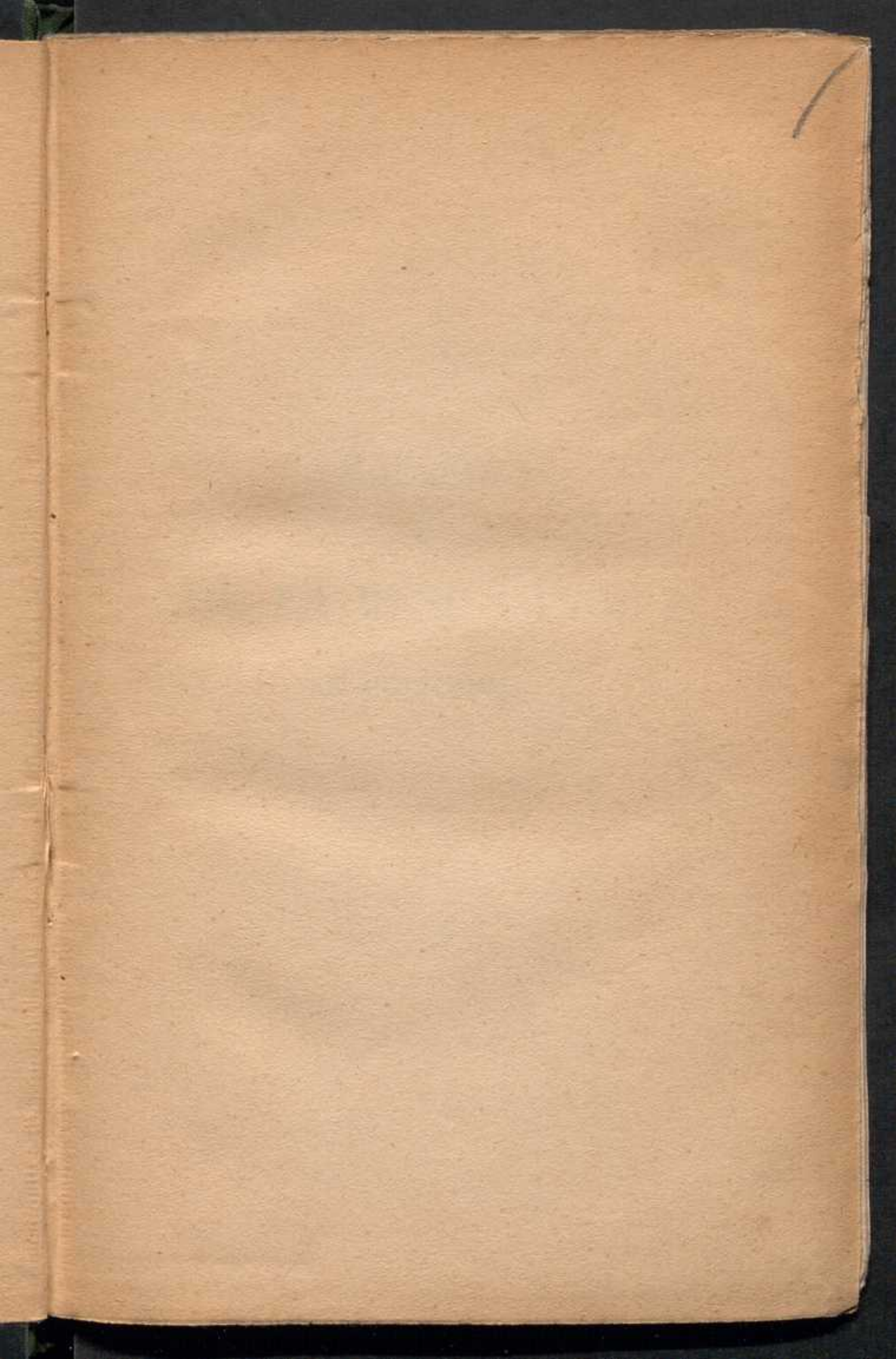

LIBRAIRIE
LA GUILDE
1, QUAI MONTEBELLO, PARIS-Ve
Tél. 326-24-29







DU MOUVEMENT

ET

DE LA RÉSISTANCE

EN POLITIQUE.

DU MOUVEMENT

ET

DE LA RÉSISTANCE

EN POLITIQUE,

PAR

ALEXANDRE FERRIER.

L'homme marche et Dieu le mène.
GUIZOT.

PARIS,
AMYOT, LIBRAIRE,
RUE DE LA PAIX.
BRUXELLES,
SLINGENEYER ET Cie, RUE DE SCHAERBECK.

Paris. — Typographie Plon frères, rue de Vaugirard, 36.

I.

L'homme marche, et Dieu le mène.

GUIZOT

Deux forces opposées se partagent le monde physique et moral : — le Mouvement et la Résistance.

Mouvement et résistance, — attraction et répulsion, — esprit et matière, — fluide

et solide, — ces éléments opposés entrent nécessairement pour une part égale dans la composition du monde physique et moral : autrement l'un des deux principes l'emporterait sur l'autre, — le mouvement entraînerait la résistance ou la résistance absorberait le mouvement, — et toutes choses seraient détruites.

Les deux principes n'existent que corrélativement l'un à l'autre : on ne peut pas plus les concevoir séparément qu'on ne conçoit la cause sans l'effet, le bien sans le mal, le vrai sans le faux, le beau sans le laid, l'unité sans le nombre, le chaud sans le froid, etc.

Et pourtant ces oppositions, qui sont représentées par le mouvement et la résistance, peuvent se rapprocher, se confondre ou s'éloigner à l'infini, sans qu'il soit possible d'assigner une limite réelle à leur point de départ, ni à leur éloigne-

ment. En d'autres termes, le chaud et le froid, l'unité et le nombre, la cause et l'effet, le mouvement et la résistance, sont en même temps — une seule chose — et — des choses essentiellement distinctes ; — unité comprise dans une dualité qui se confond avec elle ; — image de cette trinité mystérieuse et incompréhensible qui est le symbole de la divinité.

Qui maintient l'équilibre entre les deux forces opposées? — Dieu qui les a créées toutes deux, et, après lui, l'Ordre, qui le représente dans l'univers.

Ces vérités éternelles sont méconnues par la plupart des hommes; et ceux mêmes qui les admettent en principe en perdent de vue l'application dans les choses de la vie.

L'homme sage est celui qui ne croit pas qu'un élément puisse l'emporter sur

l'autre; — que le mouvement puisse entraîner la résistance ou la résistance absorber le mouvement, — si ce n'est pour un temps, ou dans un espace déterminés; — celui-là cherche et sait trouver à toute action sa réaction nécessaire.

En politique, comme dans toutes les branches de l'activité humaine, les deux éléments opposés se combattent sans cesse. Le mouvement lutte contre la résistance, jusqu'à ce que celle-ci soit vaincue; mais la victoire du mouvement ressemble à celle de la vapeur sur une soupape : — c'est cette victoire même qui cause sa perte, et le combat recommence, pour durer tant que dure l'action des forces opposées.

Toute population se divise en autant de catégories qu'il y a de facultés humaines; mais ces facultés se groupent elles-mêmes en deux catégories principales,

qui représentent le parti du mouvement et le parti de la résistance. L'harmonie suprême exige que le parti du mouvement soit contrebalancé par une résistance proportionnelle.

Les esprits sans réflexion se figurent seuls qu'il dépend des hommes d'accélérer le mouvement sans augmenter par cela même la résistance. Insensibles à cette éternelle harmonie des choses physiques et morales, du positif et de l'idéal, qui veut que chaque conquête dans le domaine de l'un soit compensée par une perte dans le domaine de l'autre, les progressifs s'imaginent pouvoir faire avancer le monde à leur gré, tandis que les rétrogrades se figurent pouvoir le faire retourner en arrière. — Hommes présomptueux des deux côtés, qui croient que leur volonté particulière n'est soumise à aucune influence supérieure, et que par conséquent toutes les volontés collectives sont libres

d'aller où elles veulent, sans direction, sans contrôle, d'entraver ou de précipiter le cours des événements, d'arriver au but avant ou après l'heure marquée! Les lois qui régissent l'humanité ne diffèrent point de celles qui règlent le monde physique. Libre de se mouvoir dans une certaine sphère d'action, le monde moral obéit, sans s'en apercevoir, à un mouvement providentiel, comme la terre, en même temps qu'elle tourne sur son axe et que ses habitants s'agitent sous son atmosphère, est emportée dans l'espace autour de l'axe du monde. La liberté morale de l'homme est à la liberté morale de l'humanité comme le mouvement des choses terrestres est au mouvement universel. L'humanité suit une route fatale et n'a la permission de dévier que dans la largeur du chemin. Elle peut se reposer un instant, mais il faut qu'elle double le pas pour rattraper les minutes perdues; elle peut devancer le progrès actuel des idées,

mais, si elle va trop loin, sa propre élasticité la refoule d'autant plus en arrière qu'elle a fait plus d'efforts pour avancer. De là les révolutions humaines et leurs réactions. De là la difficulté de faire adopter à la foule des vérités précoces qui luisent déjà aux yeux de quelques privilégiés, comme aussi de lui cacher des idées dont le moment est venu, et dont la force explosive augmente avec la compression qu'on fait peser sur elles.

II.

Une génération passe et l'autre génération vient, mais la terre demeure toujours ferme.

Le soleil aussi se lève et le soleil se couche, et il soupire après le lieu d'où il se lève.

Le vent va vers le midi et tournoie vers l'aquilon ; il va tournoyant çà et là, et il retourne après ses circuits.

Ce qui a été c'est ce qui sera, et ce qui a été fait est ce qui se fera, et il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Ecclés., I.

Le mouvement de la civilisation étant supposé parcourir une voie providentielle, l'homme sage et de bonne foi le suit sans en entraver, sans en forcer la marche. L'histoire nous montre que ce mouvement n'a pas lieu en ligne droite, mais par os-

cillations. Un pendule d'une longueur donnée doit produire, dans un temps déterminé, un certain nombre de battements; il dépend de l'homme d'en troubler la régularité, mais il ne dépend pas de lui d'en augmenter ou d'en diminuer le nombre ni la durée. Ainsi des progrès sociaux. Il faudrait avoir perdu la raison pour croire que le progrès des sociétés humaines dépende de la volonté de l'homme. La vitesse et la grandeur des oscillations peuvent seules être influencées par lui ; mais chaque impulsion donnée au balancier doit amener une réaction théoriquement égale.

Or, si vous comparez les révolutions sociales aux oscillations du pendule, combien croyez-vous que l'impulsion trop grande donnée aux progrès des choses humaines doive faire naître de résistance opposée ? — Précisément une somme égale ; autrement, les lois morales se-

raient enfreintes, et tout serait bouleversé.

Tant qu'une passion s'agitera sous le ciel, elle développera la passion contraire. Dès que les passions collectives entraîneront l'humanité trop loin, — en avant ou en arrière, — il sera nécessaire de les maintenir, et l'homme providentiel ne manquera point. Mais malheur à celui qui ne voit dans la mission dont il a été chargé que l'expression de sa volonté personnelle! Comédiens que nous sommes, nous prenons trop souvent notre rôle au sérieux et nous attribuons à notre propre mérite les actions et les paroles qui nous sont soufflées d'en haut.

L'orgueil humain se révoltera, je le sais, à cette comparaison de la vie avec une pièce de théâtre. — Nous sommes libres, s'écriera-t-il, et vous voulez nous faire croire que nous sommes attachés à des fils, comme des marionnettes?

Oui, vous êtes libres, pour tout ce qui vous est individuel; vous êtes responsables, pour tout ce qui vous est personnel, — et vous ne l'êtes qu'à la condition d'être libres; — mais vous n'êtes pas libres de faire avancer ni de faire reculer le monde, et si vos passions réussissent à le troubler pour un instant, elles ont pour effet de réveiller, dans une proportion égale, les passions contraires chargées de le rétablir.

Quelles sont les révolutions politiques qui n'aient pas été suivies de leur réaction, et d'une réaction d'autant plus forte que l'impulsion l'avait été? Quels sont, de tous les gouvernements essayés, ceux qui sont devenus définitifs? Quelle est la forme de société qu'on puisse considérer comme un type de perfection? Les uns vous diront la république, les autres répondront la monarchie. L'une et l'autre, cependant, non plus que les régimes inter-

médiaires, n'offrent des avantages sans inconvénients; le bien et le mal y sont également compensés. Si l'homme connaissait le dernier mot du progrès, sa direction serait trop facile et l'humanité arriverait trop vite à sa fin.

Mais, — objectera-t-on, — si les révolutions se neutralisent l'une l'autre, il n'en est pas de même des idées. Les révolutions passent, les idées restent. —

Les idées restent; mais qu'est-ce à dire? Nos idées nous appartiennent-elles comme nos actions? Sommes-nous maîtres de les avoir, et, les ayant, sommes-nous maîtres de les imposer aux autres? Les idées se partagent le monde, dans une proportion égale, car, toute idée a sa corrélative, et chaque idée qui va se développant, développe aussi sa négative ou son contraire. Ces idées sont reçues par les hommes et germent chez eux, se-

lon la nature du terrain, selon le lieu, selon le temps. Chaque siècle porte son idée. Il ne dépend pas plus de l'homme de faire accepter une idée avant le temps qu'il ne dépend de lui de faire mûrir un champ avant la saison.

Cela est si vrai, que les idées qui fleurissent aujourd'hui ne sont pas des idées nouvelles, et qu'elles sont aussi vieilles que le monde. Depuis Jésus-Christ, aucune idée vraiment nouvelle ne s'est produite parmi les hommes, et les grandes vérités que son autorité divine a fait prévaloir avaient été annoncées sans être comprises, soit par les prophètes, soit par les philosophes païens qui l'avaient précédé.

Et pourquoi ces vérités ne furent-elles pas comprises? Est-ce parce que le monde était trop jeune et son intelligence trop faible? — Mais si l'esprit humain est au-

jourd'hui plus riche en faits qu'il ne le fut jamais, il n'a point encore dépassé la hauteur de pensée où s'élevèrent les premiers philosophes connus de l'antiquité. Aucune intelligence moderne n'effacerait assurément celle de Platon, le plus ancien dont nous possédions les ouvrages. Platon lui-même n'était que le disciple de Socrate, et plutôt encore de Pythagore, dont les découvertes en physique et en mathématiques attestent un génie de premier ordre; ce dernier enfin avait eu recours à l'Inde et à l'Égypte, comme aux sources de la science et aux dépôts des traditions antiques.

Non, c'est que les vérités proclamées par les sages de la Grèce, la morale de Socrate, et surtout la religion du Christ, renferment en germe toutes les idées qui se sont développées depuis sur la surface de la terre. — Pythagore est mort pour avoir proclamé des vérités préma-

turées ; — Socrate est mort pour avoir enseigné une morale au-dessus de son siècle ; — Le Fils de Dieu est mort pour avoir prêché une doctrine dont les hommes n'étaient pas et ne sont pas encore dignes. — Il ne dépend donc pas de nous de faire accepter publiquement une idée par cela seul qu'elle est grande et belle ; il faut encore que le temps de sa maturité soit venu.

Mais avant que ces vérités se produisent au grand jour, il nous est permis de les découvrir dans la réflexion et dans la conscience, quand nous prenons la peine de les y chercher ; car les grands enseignements que Dieu nous a donnés par la voix de ses prophètes, qu'il n'a pas dédaigné de nous apporter lui-même sur la terre, et qu'il ne cesse de nous rappeler à chaque instant, ne sont autres que la vraie, l'éternelle lumière, — celle qui illumine tout homme venant en ce monde,

— immortel flambeau dont nos passions et nos préjugés tendent incessamment à obscurcir l'éclat, et que la bonté divine veut bien de temps en temps raviver à nos yeux.

Oui, l'humanité marche, dans les mêmes conditions que la vie, — en perdant d'un côté ce qu'elle gagne de l'autre. — Chaque pas qu'elle fait en avant la ramène, par une route différente, à son point de départ. Quand les destinées de l'humanité seront accomplies, elle aura tourné dans un cercle. La naissance conduit à la mort ; la plante et l'animal qui croissent, s'avancent d'autant vers le moment où ils n'existeront plus ; l'instant où le progrès cesse et où commence le déclin, est insaisissable et problématique comme le milieu d'une circonférence continue. Les nations passent comme les créatures ; les plus avancées sont celles qui s'approchent le plus de leur fin, et celles qui font le plus

d'efforts pour hâter leur marche, usent leur existence comme les individus qui veulent trop vivre en un jour. — En mécanique, on obtient la puissance aux dépens de la vitesse; — en optique, le grossissement aux dépens de la clarté. — La compensation est la loi suprême de l'univers.

III.

Il y aura beaucoup d'appelés et peu d'élus.

Év.

En vieillissant l'homme progresse. Comment se fait-il donc que l'extrême vieillesse ne soit pas le souverain bien, et que la jeunesse soit au contraire, pour la plupart, un sujet de si vifs regrets? — Ah! c'est que tout progrès emporte sa

compensation derrière lui, et que l'homme s'aperçoit un jour qu'il a payé bien cher tous les objets de son envie : — la science au prix de l'innocence, — la réalité au prix des illusions, — la liberté au prix de la foi ; — et que si quelques-uns regardent comme les plus grands de tous les biens la science, la réalité et la liberté, les autres voudraient bien pouvoir racheter à ce prix leur innocence, leurs illusions et leur foi !

Ces deux grandes divisions représentent toute l'humanité : — d'une part, les hommes qui désirent ou qui possèdent la science et la liberté ; de l'autre, les hommes qui conservent ou qui regrettent l'innocence et la foi ; — d'un côté, ceux qui placent leur bonheur, et par conséquent le bonheur du monde dans le triomphe des premières ; de l'autre, ceux qui le font consister dans le maintien des secondes ; — d'un côté, les hommes du

mouvement; de l'autre, les hommes de la *résistance.*

Quels sont cependant les plus raisonnables? Et surtout quels sont les plus heureux?

Résoudre cette question, c'est se placer d'avance dans l'une ou dans l'autre de ces deux catégories. — L'homme sage, le philosophe sans passions et sans préjugés, ne se prononcera pas *à priori;* il ne prendra point parti pour le mouvement ni pour la résistance; il n'y verra d'abord que des différences et des compensations.

Essayons donc de faire comme le philosophe, d'aborder le problème en nous dépouillant pour un instant de toute passion et de tout préjugé. Cherchons à déterminer par les conséquences, *à posteriori,* lequel de ces deux états est en définitive préférable pour l'homme, de la

science ou de l'innocence, c'est-à-dire — de l'examen et de la liberté, ou de la soumission et de la foi.

Avant de se livrer à cette recherche, l'esprit est d'abord frappé d'une considération qui se présente tout naturellement à lui. C'est que, depuis que les hommes pensent et raisonnent, la question a été agitée pendant des siècles sans avoir été résolue ni dans un sens ni dans l'autre. N'aurait-elle point de solution possible ?

Elle n'en a point. Il était réservé à notre siècle de proclamer cette grande vérité que les hommes ont eu de tout temps sous les yeux, mais qu'ils n'ont pas su apercevoir, et qui domine à leur insu les événements de ce monde, à savoir :

Que les hommes naissent inégaux, et que leurs opinions ne sont que le résultat de leur organisation individuelle.

A tout homme qui mettra le souverain bien dans la science et dans la liberté, un homme s'opposera toujours qui le placera dans l'innocence et dans la foi. A tout homme qui cherchera le bonheur dans la puissance et l'autorité, un homme s'opposera toujours qui le trouvera dans la soumission et le dévouement. Celui qui n'estimera que les richesses et les jouissances, s'étonnera de leur voir préférer les sacrifices et les privations. Les uns vivent pour l'utile et le positif, les autres pour le beau et l'idéal ; celui-ci place son affection sur un seul objet, celui-là embrasse d'un amour immense toutes les créatures ; il en est qui s'attachent au monde d'ici-bas, d'autres qui aspirent à un monde supérieur comme à leur véritable patrie. Et tous ne font qu'obéir aux penchants que Dieu leur a départis, tous sentent, pensent et agissent selon l'organisation particulière qu'ils ont reçue du Créateur.

Je sais que ces idées ont au premier aspect quelque chose d'effrayant et qu'elles ne manquent jamais d'évoquer le fatalisme aux yeux des esprits faibles. Mais le fatalisme est un fantôme qui ne supporte pas le grand jour et qui fuit quand on ose le regarder en face. Je sais que ces inégalités d'organisation sont niées par quelques esprits systématiques, qui craignent d'y voir une contradiction avec l'idée de la responsabilité humaine ; mais je ne m'inquiète pas de convaincre ceux qui ne veulent pas être convaincus ; tout observateur de bonne foi est obligé de reconnaître que les hommes naissent inégaux en force, en intelligence, en beauté, en tempéraments ; que — l'inégalité, en un mot, est la loi constante de la nature.

L'injustice qui semble au premier abord présider à cette inégale répartition des facultés, n'est qu'apparente et ne soutient pas longtemps l'examen. Mais quand

même nous ne saurions pas l'expliquer, serait-ce une raison de fermer les yeux devant l'évidence et de nier l'inégalité des dons pour chercher à justifier le créateur devant les reproches de sa créature?

Le monde devait être un ou multiple, c'est-à-dire varié; or l'unité étant essentiellement inféconde, le monde ne pouvait exister que par la variété; mais la variété est infinie comme l'unité : c'est pourquoi les créatures sont variées à l'infini.

Quant à la compensation que Dieu réserve à ces inégalités d'organisations, de conditions, de circonstances, il ne nous appartient pas de lui en demander compte; mais nous ne saurions comprendre qu'elle n'existât point. Nous ne concevrions pas un Dieu, seul créateur de l'univers, sans les attributs de la toute-puissance, de la justice et de la bonté : nous ne concevrions pas que l'admirable et constante

pondération des choses visibles ne se continuât point dans l'ordre des choses morales qui échappent à notre faible vue; et cette idée d'une compensation nécessaire à tout, soit dans ce monde, soit dans un autre, est, selon moi, la meilleure de toutes les preuves d'une autre vie.

Pour obéir à cette immuable loi de l'équilibre universel, les hommes sont partagés en deux grandes classes : —l'une entraînée dans le mouvement, l'autre portée à la résistance, qui n'est qu'un mouvement en sens contraire. — Chacune de ces classes se subdivise à l'infini, et nous pouvons compter autant de degrés qu'il nous plaît dans la résistance comme dans le mouvement. — Au milieu se trouvent les individus neutres et modérés, ceux qui, soit parce qu'ils manquent de passions, soit parce que leurs passions sont mieux équilibrées, ne penchent fortement ni d'un côté, ni de l'autre.

IV.

Aliis alios rebus studiisque teneri.

Hor.

Maintenant qu'il nous semble philosophiquement établi que les opinions des hommes ne sont que le résultat de leurs passions, de leurs penchants et de leurs goûts individuels, appliquons ces idées à

la politique et cherchons les conséquences de cette variété d'organisations.

En politique les hommes du mouvement s'intitulent *Libéraux ;* les hommes de la résistance s'appellent *Conservateurs.*

Quelles passions font agir les premiers; à quelles passions obéissent leurs adversaires?

Je laisse de côté, bien entendu, dans l'une et dans l'autre catégorie, les individus qui sont mus par un intérêt particulier, indépendant de toute conviction, et qui suivent le parti où ils trouvent le plus d'avantage. Le nombre en est grand, mais heureusement ils se rencontrent en égale quantité dans l'une comme dans l'autre classe, de manière à se tenir tête et à se faire mutuellement équilibre. Je ne m'occupe que des hommes de bonne foi.

En thèse générale, on peut dire que les

Libéraux sont poussés par une idée généreuse qui les porte à vouloir étendre à tous leurs semblables tous les biens dont l'homme peut jouir sur la terre. Partant de ce principe—que les hommes naissent égaux,—ils réclament pour tous des droits égaux et une égale liberté. Peu sensibles à l'éventualité d'une compensation future, ils s'attachent à placer les hommes dès cette vie dans des conditions égales, et s'attaquent à tout ce qui leur paraît faveur ou privilége. — Leur tendance, en un mot, est l'égalité.

Partis d'un principe opposé, l'inégalité constitutionnelle des hommes, inégalité qui ne leur paraît pas fortuite et involontaire, mais dans le dessein manifeste de la création, les Conservateurs ne croient pas qu'il soit sage ni rationnel de s'appliquer à corriger l'œuvre de la Providence, de sacrifier la paix, l'ordre et la marche naturelle des sociétés à un principe faux,

en contradiction avec tout ce qui existe et impossible dans l'application. Ils pensent que le triomphe même du principe de l'égalité parmi les hommes, triomphe qui ne s'obtiendrait que par une violence morale et physique sur toutes les individualités, ne peut pas durer plus d'un instant, et ne peut pas plus être fixé que le mouvement lui-même. Ils s'opposent donc à tout ce qui veut faire disparaître les inégalités naturelles. —Leur tendance est la résistance au principe de l'égalité.

J'ai fait mon possible pour me dépouiller de toute partialité dans l'appréciation des deux partis, et pour énoncer ma proposition dans des termes généraux qui ne soient désavoués ni par l'un ni par l'autre. Que ceux qui pensent que j'ai été trop loin, dans l'un ou dans l'autre sens, prennent la peine d'y réfléchir et de s'examiner avec soin, ils finiront assurément par reconnaître que tous les partis politiques

ou sociaux qui agitent le monde peuvent se résumer dans ces deux tendances plus ou moins avouées, plus ou moins rapides : — le mouvement vers l'égalité — et — la résistance à ce mouvement.

Je dis — la résistance — parce qu'en effet le parti opposé au mouvement n'a pas précisément pour tendance le mouvement en sens contraire. Les intentions rétrogrades que les Libéraux prêtent à leurs adversaires sont des mots de pure polémique. Le parti conservateur ne veut réellement que la résistance au parti du mouvement, et beaucoup de tendances qui paraissent rétrogrades ne sont pas autre chose que le résultat inévitable des tiraillements qui caractérisent toute espèce de lutte, et trahissent quelquefois un effort supérieur à celui que demande la résistance.

V.

Cui non risere parentes

VIRG.

C'est un sentiment de justice, mais une justice poussée à l'extrême, qui voudrait courber tous les hommes sous le niveau de l'égalité. Or, les conséquences extrêmes d'un principe suivent la loi universelle que nous avons posée en com-

mençant : — elles se touchent et se confondent. — Il n'y a rien de plus injuste que la justice absolue. *Summum jus, summa injuria.* — Mais supposons un instant que l'esprit d'égalité absolue finisse par prévaloir; examinons sérieusemeut et sincèrement si l'application n'en serait pas possible après tout, et si l'humanité n'y trouverait pas ce bonheur social après lequel elle court depuis si longtemps, à travers toutes les révolutions et toutes les formes politiques.

Parmi les inégalités qu'il s'agit de faire disparaître, nous placerons au premier rang la *Famille*, qui donne naissance à la diversité des intérêts, et la *Propriété*, qui les consacre.

Vous voulez supprimer la famille, vous voulez absorber la famille dans l'État? Mais l'amour de la famille est un des éléments instinctifs de la nature humaine;

il ne dépend pas de vous d'en faire abstraction dans la société. Les instincts sont des forces animales que l'homme peut diriger, mais qu'il doit renoncer à dompter entièrement. L'amour de la famille est supérieur aux lois, aux conventions, au raisonnement. Il est dans les vues de la Providence, il doit obéir à sa mission. Si vous le comprimez, il renversera tout votre édifice social, comme une goutte d'eau vaporisée soulèverait une montagne pour obéir à sa loi.

L'amour de la famille est d'ailleurs une des plus grandes joies de la vie, et qui dépasse à elle seule tous les biens auxquels vous voudriez le sacrifier. Que me parlez-vous de l'État? — Il ne m'intéresse point; je le donnerais tout entier pour une caresse de mon père ou de ma mère, pour un sourire de mes enfants. — Vous voulez me faire asseoir à la table commune, mais je préfère aux plus somptueux

repas publics, un morceau de pain avec les miens. — Vous voulez que je vous donne mon fils, ma fille? mais je ne veux pas de votre éducation; je prétends les élever moi-même; je veux leur inspirer mes propres sentiments; je veux les aimer, je veux qu'ils m'aiment, je veux les instruire dans l'horreur de votre froide et triste égalité!

Voilà ce que vous entendrez dès le lendemain de l'installation de votre république. Voilà les répugnances et les résistances que vous aurez à vaincre, — et vous n'y parviendrez pas, car à côté de celui qui parle ainsi, il en viendra des milliers qui penseront et agiront de même. Votre société commencera donc à lutter en commençant à vivre. J'en appelle à tous ceux qui ont le bonheur d'être pères; j'en appelle à tous ceux qui l'ont perdu et qui donneraient toutes les formes politiques du monde pour l'avoir encore!

L'abolition de la famille entraîne celle du Mariage. Vous voulez aussi le supprimer? Mais le mariage n'est pas un état forcé. La loi ne l'impose à personne et toute sa force vient du respect naturel qui s'attache à cette sainte institution. La libre association des sexes n'est réprouvée que par l'opinion publique et par la religion. Si vous avez le courage de braver la religion et l'opinion publique, la loi vous en tolère la faculté. Que demandez-vous de plus? N'est-ce pas là la véritable liberté, et votre égalité ne ressemble-t-elle pas plutôt à la tyrannie? Il faut cependant que la libre association des sexes renferme un bonheur bien incomplet et bien peu désirable, pour que, malgré la tolérance de la loi, le concubinage n'ait pas encore pu réussir à vaincre la réprobation générale qui le poursuit, et que tous les cœurs honnêtes fassent si volontiers l'abandon de leur liberté, en échange des grandes et douces compen-

sations, du bonheur pur et durable que promet le lien volontaire du mariage.

La destruction artificielle de la Famille est heureusement impossible; c'est un instinct naturel, irrésistible, qui défie toutes les combinaisons sociales. De plus, elle est inutile, comme je viens de le dire; car, si ses jouissances sont immenses, elles ne sont pas forcées; chacun est libre de se créer une famille ou de sortir de la sienne; il n'est pas besoin de bouleverser la société pour obtenir sur ce point une réforme que chacun peut se procurer à lui-même. Cependant, on ne peut nier que, généralement et par la force des choses, les liens de famille ne se relâchent tous les jours en raison directe des progrès de la civilisation, c'est-à-dire à mesure que le monde vieillit, — suite naturelle de l'analogie qui existe entre la marche de l'homme dans la vie et celle de l'humanité. — Mais parce que l'autorité de la famille perd chaque jour de son

empire, est-il nécessaire, est-il sage de se priver volontairement de ses bienfaits? Ses ennemis eux-mêmes, ceux qui la poursuivent de leur haine et de leurs injures, ne gagneraient rien à sa suppression.

VI.

Et vos omnes fratres estis.

Ev.

Par extension au principe de l'anti-familisme, l'école communiste tend à détruire le sentiment de la patrie et de la nationalité. Ici, je crois que la question se complique d'un malentendu.

On confond un sentiment naturel, légitime, l'attachement au sol natal, qui est dans les desseins de Dieu, avec un sentiment égoïste, étroit, qui consiste à prendre pour frères un certain nombre d'hommes renfermés dans certaines limites arbitraires, et à regarder comme ennemi tout ce qui se trouve au-delà.

En faisant des réserves pour l'amour des lieux qui nous ont vus naître, affection que la nature a mis dans notre cœur et qui n'a par conséquent rien de mauvais en elle-même, il est certain que ce qu'on appelle — l'amour de la patrie — n'en est qu'une extension abusive, et que l'esprit de nationalité, dans le sens d'antagonisme, a trop longtemps été décoré du nom de vertu; le patriotisme n'est au fond qu'un sentiment antinaturel, antisocial, antireligieux, un préjugé qui a été exploité par toutes les mauvaises passions et qui a

fait couler des torrents de sang humain, sans produire aucun bien sur la terre.

Et pourquoi nous haïr, et mettre entre les races
Ces bornes et les eaux qu'abhorre l'œil de Dieu ?
De frontières au ciel voyons-nous quelques traces ?
Sa voûte a-t-elle un bord, une ligne, un milieu ?
Nations ! mot pompeux pour dire barbarie !
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas ?
L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie,
La fraternité n'en a pas [1].

Qu'on invoque l'intérêt de son pays, comme il est permis d'invoquer l'intérêt de soi et des siens, rien de mieux ; tant qu'il subsistera des frontières et des nations, et par conséquent des intérêts divers, l'intérêt de la patrie ne sera pas moins légitime, et moins naturel que l'intérêt personnel, que l'intérêt de famille. Mais depuis quand est-il permis de faire de l'intérêt, de l'égoïsme une vertu ? Et l'amour de la patrie n'est-il pas le troisième

1 Lamartine.

degré de l'égoïsme, comme l'amour de la famille en est le second?

Au surplus, l'antagonisme des nations s'efface de jour en jour par la marche naturelle des choses. Les progrès de la civilisation tendent à abaisser toutes les barrières et finiront par les supprimer. Le monde gravite évidemment vers l'unité, — unité de mœurs, de langage, d'intérêts, de gouvernement, de religion. On dirait que tous les grands événements de ce siècle, toutes les inventions, toutes les découvertes, les épreuves mêmes que la Providence nous envoie depuis quelques années, ont pour but de nous montrer la solidarité du genre humain, en imposant aux populations la nécessité de s'entre-aider, d'un bout à l'autre du monde.

On a donc raison de dévoiler ce qu'il y a d'égoïste dans l'esprit de nationalité,

on a tort de confondre le patriotisme, sentiment haineux et conventionnel, avec le sentiment naturel et inoffensif qui nous porte à aimer le sol natal et le foyer paternel.

VII.

Mais Naboth répondit à Achab : A Dieu ne plaise que je te cède l'héritage de mes pères.

Rois, XXI.

Après la famille, vous voulez supprimer la propriété? Mais l'amour de la propriété est un instinct naturel tout aussi puissant que celui de la famille. Il se fera jour à travers toutes vos conventions. C'est

d'ailleurs la cheville ouvrière de la société. Si vous la supprimez, tous les liens sont rompus, tout tombe, et l'État ne peut plus exister deux instants de suite.

Quelque nécessaire que soit la propriété dans l'État, quelque folie qu'il y ait à saper en elle les fondements de l'édifice social, néanmoins c'est contre elle surtout que l'esprit d'innovation dirige désormais tous ses coups; et ses efforts, ne nous faisons pas illusion, finiront tôt ou tard par en triompher; tôt ou tard la propriété périra comme le reste. L'esprit de vertige, qui pousse l'humanité à détruire de ses mains tous les éléments de son bonheur, ne respectera pas plus la propriété qu'elle n'a respecté la Religion et la Monarchie. La propriété lui pèse encore; elle aspire à se dégager de cette dernière contrainte; elle étouffe, elle suffoque, elle a besoin d'air. Malheureuse! elle ne s'aperçoit pas que chaque liberté conquise, au lieu de

soulager son malaise ne fait que l'augmenter, et que, semblable au buveur dont la soif s'accroît à mesure qu'il s'enivre, elle a plus besoin de liberté à mesure qu'elle en prend davantage. D'autant plus impatiente de tout frein que son frein devient plus léger, elle finira par le saisir aux dents et par aller se briser elle-même contre cette liberté absolue et cette égalité finale qui lui fascinent les yeux.

N'en doutons pas : la propriété, dernière pierre de l'édifice, doit tomber à son tour. Il faut que toutes les formes sociales s'épuisent pour que l'humanité ne désire plus rien ; il faut que l'enfant prodigue ait dissipé son patrimoine et perdu toutes ses illusions pour qu'il regrette le toit paternel. La propriété va être désormais le point de mire de toutes les attaques. Cela se conçoit ; il ne restera bientôt plus qu'elle seule debout dans les pays qu'on appelle *avancés*. Un parti jeune,

ardent, avide de jouissances, demande à grands cris la propriété, seul débris du patrimoine social qui lui reste encore à dévorer. L'enfant réclame sa légitime : il faudra finir, hélas! par la lui livrer : il sera le plus fort... C'est au père de famille à lui résister le plus longtemps possible, à faire tous ses efforts pour l'empêcher de courir à sa ruine, ou pour retarder au moins son malheur.

Je n'accuse pas les hommes qui s'intitulent *libéraux* en politique, c'est-à-dire qui suivent le parti du mouvement, de vouloir entraîner la société vers les funestes conséquences de l'égalité finale, c'est-à-dire vers la destruction de la famille et de la propriété; mais je veux entreprendre de montrer qu'ils accélèrent, plus ou moins à leur insu, la marche déjà trop rapide de la société vers cet état de choses qui est évidemment sa fin. Je veux leur faire apercevoir que, quel que soit

le degré jusqu'où ils se proposent d'aller, quel que soit le point d'arrêt où ils fixent leur drapeau sur cette sorte de plan incliné qu'on appelle le progrès, ils précipitent d'autant la société vers un but irrésistible qui n'est pas au fond de leurs intentions, et contre lequel ils se révolteraient eux-mêmes s'ils prenaient la peine de l'observer en face dans sa désolante réalité.

La loi agraire est une loi d'un jour ; les biens partagés le matin ne resteraient pas dans les mêmes mains jusqu'au soir. Aussi les socialistes ont-ils abandonné complétement cette prétention, dont le bon sens populaire a fait lui-même justice. Le communisme a inventé depuis le système de la propriété attribuée tout entière à l'État. La propriété particulière serait abolie, et chaque individu n'aurait plus que la faculté de louer à l'État l'usufruit d'un domaine qu'il ne ferait qu'exploiter du-

rant sa vie active, sans pouvoir y jouir chez lui d'un repos mérité, et sans pouvoir le transmettre à ses enfants.

Il n'est pas nécessaire de réfléchir longtemps pour voir que ce système entraîne la suppression d'un des principaux mobiles de l'activité humaine ; qu'il paralyse toute acquisivité, toute ambition ; qu'il rend impossible d'avance toute entreprise grande et durable ; c'est l'État vivant au jour le jour. D'ailleurs, qu'est-il besoin de tant se presser ? La propriété grevée déjà d'impôts exorbitants [1], est destinée à recevoir successivement toutes les charges dont les autres parties contribuables de l'État cherchent à se débarrasser. Les lois somptuaires ne produisent rien ; il n'y a que les impôts levés sur les masses, c'est-à-dire sur tout le

[1] Un honorable membre de la chambre des députés a établi dernièrement que la propriété foncière payait à elle seule, directement ou indirectement, les *treize seizièmes* de l'impôt.

monde, qui procurent des revenus sensibles à l'État. Cela se conçoit : on se prive, quand il le faut, du superflu; on ne peut se priver du nécessaire. Un centime de taxe sur le grain ou sur le sel, rapporte plus que des droits énormes sur les objets de luxe, précisément parce qu'on meurt de faim en se privant de pain, ou de faiblesse en se privant de sel. Mais comme l'humanité se soulève avec raison à la vue de ces misères, comme elle réclame à grands cris, des gouvernants, la suppression des impôts sur les objets de première nécessité, par conséquent les plus productifs, on finira, sans aucun doute, par les abolir tous. La propriété seule est là pour en recevoir le fardeau; avant peu d'années, toutes les contributions de l'État pèseront sur la propriété, que sera-t-il besoin de la partager ou de la confisquer au profit de l'État?

Il le faudra cependant, tôt ou tard, car

les communistes ne cessent de le demander, comme le seul moyen de corriger les inégalités sociales, et ceux qui ne possèdent rien se laissent aller tous les jours à grossir les partisans de cette utopie, parce qu'ils n'ont rien à y perdre. Insensés, qui ne voient pas que la richesse générale se compose des richesses particulières, et que lorsqu'ils auront détruit le mobile des grandes fortunes, la propriété, il n'y aura plus de riches à la vérité, — c'est-à-dire plus d'objets d'envie, — mais que tout le monde sera pauvre! En effet, un seul riche fait vivre aujourd'hui des centaines de pauvres; ses besoins factices, son luxe, ses fantaisies sont autant de capitaux ajoutés à la richesse publique, car ils donnent de la valeur à des objets qui n'en ont point par eux-mêmes. Supprimez le luxe et la richesse, le diamant reste enfoui dans la terre, sans destination, le luxe, au contraire, en fait un trésor sans rien ôter à la masse des autres

richesses. Si la fortune avait le pouvoir de faire consommer à un seul individu une quantité indéfinie de substances alimentaires au préjudice de ses semblables, on s'élèverait avec raison contre la richesse. Mais un homme ne peut pas dépasser la capacité de son estomac, — un riche, comme le dit si bien le peuple dans son pittoresque bon sens, un riche ne peut pas dîner deux fois. — En recherchant des aliments plus délicats, plus rares, il donne de la valeur à des objets que l'indifférence des autres laisserait improductifs. En se revêtant de riches étoffes, il ne prive personne de l'or et de la soie qui les distinguent; car sans lui, sans sa fantaisie, cet or, cette soie n'existeraient pas et n'auraient pas fait vivre des centaines de travailleurs.

VIII.

Que chacun demeure dans sa vocation.

S. Paul aux R.

Mais j'entends d'ici une objection qui me poursuit depuis quelques pages, et dont il faut me délivrer avant d'aller plus loin.

Sans doute, s'écrie un égalitaire, on

ne peut éviter qu'il existe des riches et des pauvres; mais de quel droit suis-je le pauvre, tandis que mon voisin est le riche? Qu'a-t-il fait de plus que moi pour le mériter?

Absolument rien, je l'avoue. Mais, puisqu'il faut, vous en convenez, des riches et des pauvres, y aurait-il moins d'injustice à les créer arbitrairement qu'à les laisser tous faits? En conservant les positions acquises, en substituant le fils au père dans la jouissance de ses biens, vous maintenez l'ordre sur une base solide et durable. C'est une faveur, sans doute, que la société, ou plutôt que la Providence fait à celui dont le père était riche; mais, à moins de retomber encore une fois dans l'égalité absolue, que j'ai démontrée impossible, il est nécessaire, puisque nous devons avoir de toute manière des riches et des pauvres, il est nécessaire que cette faveur arrive à quelqu'un. Il est tout na-

turel, il n'est même pas injuste qu'elle s'adresse au fils; car, — premièrement, c'est en vue de ce fils que la fortune a été acquise ou conservée; sans lui elle aurait peut-être été dissipée ou n'existerait pas; — secondement, le fils recevant de son auteur une constitution qui dérive de la sienne, un sang plus ou moins pur, plus ou moins vicié, n'est pas placé vis-à-vis de lui sur le même rang que les autres hommes, mais il le représente devant la société. La substitution du fils au père n'est donc pas une fiction purement arbitraire, et il peut jouir plus justement que le premier venu des avantages que sa naissance lui fait attribuer.

Ainsi, le principe apparent de justice qui veut niveler tous les rangs et toutes les positions de la société, aboutit en définitive à une contradiction manifeste de lui-même, et vient se heurter contre le principe réel de justice qui résiste à tou-

tes les théories, à tous les systèmes, l'inégalité naturelle, invincible des droits, des conditions et des rangs dans la société.

Les uns sont nés forts et pleins de vie, les autres faibles et condamnés à mourir avant le temps. A qui la faute? Est-ce aux parents, est-ce à la nature? Quelquefois aux premiers, quelquefois à celle-ci. Qu'importe? Toujours est-il que les destinées sont dissemblables. L'assujettissement de conditions inégales à des droits égaux, est la plus grande des injustices. Ceux-ci sont nés pour commander, ceux-là pour obéir. Que le sort les place dans la foule ou qu'il les élève sur le trône, ils ne manqueront point à leur nature; ils commanderont à la foule, ils seront esclaves sur le trône. Les uns sont nés pour le travail manuel, pour les spéculations industrielles ou commerciales, les autres pour la contemplation, pour la science, pour la poésie; vous aurez beau faire,

vous ne pourrez pas refouler ces instincts et ces vocations; vous tuerez l'un en le forçant au travail, vous ne ferez pas le bonheur de l'autre en lui donnant des loisirs.

Toutes les théories qui reposent sur l'égalité native des hommes partent d'un principe faux, on ne saurait trop le répéter, et ne peuvent aboutir qu'à des conséquences fausses. Les hommes sont essentiellement inégaux au moral comme au physique. Il y a moins loin de l'animal intelligent à l'homme stupide, que de celui-ci à l'homme de génie. Que me parlez-vous donc de droits égaux, de droits naturels? L'égalité des droits naturels n'existe pas plus que l'égalité des tempéraments, des âges, des intelligences. Toutes vos conventions ne parviendront pas à réaliser cette fiction impossible. Vos chartes disent que tous les citoyens sont égaux devant la loi; c'est un effronté

mensonge. Dans les constitutions les plus libérales et les plus larges, les droits des citoyens varient selon l'âge, selon le sexe, selon la naissance, selon la fortune, selon l'intelligence, selon les tempéraments, que sais-je encore? La femme n'a pas les mêmes droits que l'homme, l'enfant que l'adulte, l'étranger que le parent, le parent éloigné que le parent proche; le pauvre n'est pas traité par la loi comme le riche, l'homme libre comme le serviteur, l'homme instruit comme l'ignorant, l'homme sage comme le monomane, l'homme colère comme celui qui est de sang-froid. Sur quoi donc voulez-vous établir des droits naturels, car toutes ces différences sont à prendre en considération.

C'est cette pompeuse et ridicule phrase: —*Tous les citoyens sont égaux devant la loi* —qui a tourné la tête de tant d'étourdis ou d'ambitieux, et qui leur fait rêver le.

bouleversement des sociétés actuelles au profit d'un principe mensonger.

Et moi je viens dire à mon tour : — Non, les hommes ne naissent pas égaux. Ils ne peuvent pas plus l'être devant la loi qu'ils ne le sont dans la nature.

Au lieu de vouloir tout ramener à l'égalité, laissez donc toutes les inégalités se produire. Au lieu de rabaisser toutes les aristocraties, laissez toutes les aristocraties s'élever. Laissez l'homme chercher son bonheur individuel dans toutes les directions où sa nature le pousse. Laissez-le aller aussi loin et aussi haut qu'il voudra, — pourvu qu'il ne prétende pas entraîner les autres avec lui. N'arrêtez aucun essor, laissez se développer à leur aise tous les principes, — excepté celui de l'égalité, qui est la négation de tous.

L'aristocratie de la naissance, après

laquelle on a tant crié, l'aristocratie de la naissance, quoique la plus innocente de toutes, s'est un instant retirée de la scène pour faire place à l'aristocratie d'argent; aujourd'hui celle-ci est plus maudite que ne l'a jamais été la première, et l'on réclame à grands cris l'aristocratie de l'intelligence. Pourquoi? parce que, si l'on ne peut pas se faire illusion sur sa naissance ou sur sa fortune, on peut toujours se former une idée passable de son intelligence, et qu'on espère figurer avec plus d'avantage dans la nouvelle aristocratie.

Aucune d'elles au fond ne vaut mieux que les autres, et toutes ont leur mérite. Pourquoi ne pas les laisser vivre toutes en paix? Pourquoi vouloir le règne exclusif d'un seul de ces pouvoirs qui partent des trois grands centres de l'activité humaine? D'ailleurs, encore une fois, vous n'y parviendrez pas. L'intelligence a beau

réclamer la priorité, elle n'y possède aucun droit réel. Il y a même dans notre nature une bizarre disposition à estimer davantage ce qui dépend le moins de notre volonté et de notre mérite. Vous auriez beau décréter que l'intelligence est le principal titre au respect des citoyens, les citoyens se moqueront de votre ordonnance et continueront à rechercher les objets les moins dignes d'envie par eux-mêmes. On fait peu de cas de l'honneur et de la vertu, précisément parce qu'ils sont à la disposition de tous. L'intelligence est un don du ciel à la vérité, mais on peut l'acquérir jusqu'à un certain point; elle n'a donc pas une très-grande valeur publique. L'estime qui s'attache à l'argent est plus grande, parce que l'argent dépend davantage du sort. Par la même raison, une fortune acquise est moins estimée que celle qui provient de la famille. Mais, honneur, vertu, intelligence, fortune, tout cède le pas devant

l'éclat de la naissance, parce que celle-ci est tout à fait indépendante de notre volonté.

L'homme est ainsi fait. Il aura beau se persuader à lui-même que la vertu est préférable aux richesses et à tous les autres biens, il ne pourra se défendre de placer une grande fortune plus haut dans son estime qu'une grande vertu — *Virtus post nummos* — ou bien il fera exception dans la foule. Il aura beau se répéter que la noblesse ne change pas le mérite des hommes, il ne regardera pas du même œil celui qui porte un nom illustre et celui qui ne porte qu'un nom honorable. Il en a toujours été, il en sera toujours ainsi. On a supprimé avec raison à la noblesse tous les droits et les priviléges que la loi lui conférait autrefois, mais on n'a rien pu lui enlever de son prestige. Un beau nom se paye encore au poids de l'or. Un républicain même est fier de l'honneur

que lui a légué son père; il n'a cependant pas mérité davantage la considération qui en rejaillit sur lui.

L'amour-propre est à la fois le mobile le plus puissant et le plus inoffensif qui pousse l'homme aux grandes choses, aux grands dévouements. C'est une ressource qui sert l'État sans lui rien coûter. Il est plus noble de travailler pour une distinction que pour un salaire. En nivelant toutes les conditions, tous les amours-propres, vous étouffez tout ce qui est grand, tout ce qui est beau, tout ce qui parle à l'imagination. Vous tuez l'émulation, vous bannissez l'art, la poésie, le luxe. Tous ces sentiments, tous ces goûts sont dans la nature humaine, et il ne dépend pas de vous de les en faire sortir. L'homme cherchera toujours à se distinguer de son semblable; c'est une de ses plus chères jouissances, il la veut à tout prix. La vanité percera toujours dans les

choses les plus simples ; celui même qui refuse une distinction publique ne le fait que par un raffinement de vanité.

IX.

Ne t'emporte donc pas contre nos politiques. Ce sont les gens les plus divertissants du monde, avec leurs règlements qu'ils modifient sans cesse*, persuadés qu'ils remédieront par là aux abus qui se glissent dans les rapports de la vie.

PLATON, Rép., IV.

Soit, — dit alors un politique plus raisonnable ; — je crois en effet que les égalitaires et les communistes vont trop loin. Je ne veux pas la destruction de la famille ni de la propriété. Je vous accorde l'iné-

galité des fortunes et des conditions. Je conçois difficilement, je l'avoue, une société sans distinctions et sans hiérarchie. Mais ce que je ne saurais vous accorder, c'est l'inégalité des droits politiques. Pour être juste, pour être stable, un gouvernement doit être l'expression de la majorité des citoyens. Il faut donc que tous les citoyens indistinctement soient appelés à donner leur suffrage, soit dans les affaires publiques, soit dans l'élection de ceux qui doivent les traiter.

Ce raisonnement serait vrai si la sagesse, la justice, le discernement et toutes les qualités nécessaires pour la conduite d'un État se trouvaient dans la généralité des citoyens; mais, au contraire, tout le monde sait que l'ignorance, les préjugés, les plus mauvaises passions sont le partage de la foule, et que les hommes sages, éclairés, désintéressés, forment ordinairement le plus petit nombre; tout le

monde reconnaît cette vérité, car elle n'est pas contestable: — aussi le suffrage universel n'est-il encore qu'un hommage rendu à ce prétendu droit naturel dont on veut à toute force investir tous les citoyens, en s'appuyant sur le faux principe de l'égalité native.

Je n'insisterai plus sur le vice de cette donnée. Qui dit droit dit convention, et rien de plus. L'État a le droit de faire tout ce qu'il fait en vue du bien général. Il a le droit de demander leurs votes à tous ceux qui lui paraissent aptes à le donner; il a le droit de ne pas consulter ceux à qui il ne reconnaît pas une indépendance et des lumières suffisantes. Le cercle des votants peut s'élargir ou se rétrécir selon le temps et selon les lieux; mais le principe de la souveraineté du plus grand nombre est un principe barbare qui conduit directement au régime de la force brutale.

Si vous prétendez que l'intelligence est le partage du petit nombre, — dira à son tour un politique moins exigeant, — restreignez, je le veux bien, le nombre des votants ou électeurs, mais faites-y entrer avant tout les hommes intelligents et non pas seulement les contribuables.

S'il s'agissait de questions scientifiques ou littéraires, à la bonne heure; mais il ne s'agit, dans le choix des représentants, que des intérêts de l'État, et tout le monde sait que les plus grandes capacités, les plus hautes intelligences sont souvent ce qu'il y a de plus maladroit en affaires d'intérêts. Les académies sont faites pour les savants, pour les poètes, pour les théoriciens; les chambres législatives pour les hommes d'affaires, pour les esprits positifs et pratiques. Les meilleurs juges de ces derniers sont ceux qui savent conduire leurs propres affaires, qui ont su acquérir quelque chose ou qui ont quelque chose à con-

server. Mais, fussent-ils des prodiges d'intelligence et de savoir, l'État trouve moins de garantie dans toute leur science et leur génie, qu'il n'en a dans le plus petit coin de terre, dans la plus petite industrie d'un contribuable. Tout homme qui, avec une intelligence au-dessus de la médiocre, n'a ni propriété ni industrie, c'est-à-dire ne veut pas, ou ne peut pas payer un tribut à l'État, doit être considéré comme un homme dangereux au point de vue politique. L'adjonction au corps électoral des intelligences sans propriété, c'est la porte ouverte à toutes les théories, à toutes les intrigues. Les communistes sont, en général, des hommes fort intelligents et très-peu propriétaires.

Ainsi, la résistance continuelle que les hommes sages sont forcés d'opposer au mouvement, n'a pas pour but de s'opposer au progrès en lui-même, de repousser les lumières, de refuser des droits à telle

ou telle classe de la société, mais seulement de tenir la bride à cette tendance vers le principe de l'égalité, qui se trouve réellement au fond de toutes les théories libérales, quelque avancées, qnelque modérées qu'elles soient. La différence n'est que du plus au moins.

Hélas! c'est un rôle pénible pour des hommes justes, consciencieux, plus libéraux souvent que ceux qui usurpent ce nom, mais éclairés sur la véritable signification du mot progrès, que de se poser en adversaires du mouvement, parce qu'ils savent où le mouvement aboutit! Bons et généreux dans la vie privée, il leur faut se montrer durs et égoïstes dans la vie publique; jaloux de l'estime de leurs concitoyens, il leur faut braver l'opinion commune et se livrer à l'animadversion de la foule, quand les douceurs de la popularité s'obtiennent si facilement par des mots. La vie politique n'est que

jouissances pour l'homme du mouvement, c'est une série de triomphes, même dans ses défaites; pour l'homme de la résistance, c'est une vie de luttes constantes, d'abnégation, et ses victoires mêmes sont insultées par ceux à qui elles profitent.

X.

C'est, à la vérité, une tresutile et grande partie que la science; ceulx qui la mesprisent tesmoignent assez leur bestise : mais ie n'estime pas pourtant sa valeur iusques à cette mesure extreme qu'aulcuns luy attribuent, comme Hérillus le philosophe, qui logeoit en elle le souverain bien, et tenoit qu'il feust en elle de nous rendre sages et contents ; ce que ie ne crois pas : ny ce que d'autres ont dict, que la science est mère de toute vertu, et que tout vice est produit par l'ignorance.

Montaigne.

Ἐν τῷ φρονεῖν γὰρ μηδὲν ἥδιστος βιος.

Mais poursuivons. Il y a des hommes qui, tout en reconnaissant le danger d'une trop grande extension des droits électoraux, parce qu'elle amènerait au forum des hommes sans jugement, sans mora-

lité, sans garantie, demandent qu'on fasse au préalable l'éducation politique des classes infimes, qu'on répande partout l'instruction comme élément moralisateur. Ils ne disent pas — le peuple a droit au suffrage politique ; mais ils disent : le peuple a droit à l'instruction.

Assurément voilà de tous les libéralismes le plus innocent et le plus bénin. Les hommes qui pensent ainsi aiment la conservation et l'ordre. Ils désirent sincèrement le bien de leurs semblables. L'émancipation de l'humanité est leur beau idéal. Séduits par les mots trompeurs de civilisation et de progrès, ils se laissent persuader, par toutes les voies banales de l'opinion publique et de la presse, que le premier devoir d'un gouvernement est de répandre les lumières et l'instruction dans toutes les classes. — Avec l'instruction et le travail, disent-ils, le peuple n'a rien à demander à la société.

Cette théorie serait raisonnable si l'on n'entendait le droit à l'instruction que comme on entend le droit au travail. Ces deux expressions, si semblables dans la forme, ont cependant au fond une portée bien différente. On n'impose le travail à personne — on veut imposer en quelque sorte l'instruction. La société est avare de travail, hélas! — elle répand l'instruction à pleines mains.

Il faut de nos jours être armé d'un grand courage pour oser soutenir que l'instruction n'est pas le plus grand des biens! Néanmoins beaucoup de gens soupçonnent tout bas ce qu'ils n'oseraient affirmer tout haut. Pourquoi ma hardiesse n'irait-elle pas jusque-là? Mes intentions sont droites, je ne veux flatter, je ne tiens à ménager aucune opinion, et l'indépendance de ma pensée est absolue.

Je crois que l'invasion des classes infimes par l'instruction, même élémentaire, est un élément de destruction qui doit miner la société dans ses fondements. Non, l'instruction n'est pas le bonheur quand elle n'est pas ménagée avec discernement. Certains hommes sont faits pour elle, mais ceux-là savent la chercher. L'instruction ne doit descendre qu'à ceux qui l'appellent, et autant il serait indigne de l'homme de la refuser à qui la demande, autant il est dangereux pour la société de la prodiguer à ceux pour qui elle n'est pas un besoin. En la répandant sans mesure dans toutes les classes, vous y laissez tomber un germe de désorganisation future, car vous semez ainsi partout des ambitions qu'il est impossible à la société de satisfaire plus tard.

L'État peut-il refuser l'instruction à ses enfants? — Non, même quand il saurait que c'est un présent funeste. Il faut que

l'enfant s'émancipe, il faut que le monde marche, qu'il marche vers la science, vers la liberté, vers tout ce qui porte le nom de progrès.—Je n'ai pas la prétention de l'arrêter en route; aucun pouvoir humain n'y parviendrait; c'est son destin d'avancer; — mais je ne veux pas qu'on le pousse.

La science est une belle femme, assez légère, mais qui sait choisir ses amants. Grave ou enjouée, passionnée ou tendre, modeste ou débauchée tour à tour, elle sait flatter tous les goûts, parler tous les langages, déployer toutes les séductions. Elle est délicate, elle n'aime ni la foule ni le bruit, et ses charmes ne supportent pas le grand jour. Il faut l'aimer avec mystère.

La liberté, sa sœur, est une fille publique. Elle souffre toutes les approches et se laisse enlever sans résistance jusqu'à son

dernier voile. Elle promet le bonheur et ne le donne point. Ceux qui l'ont vue de près engagent vainement les autres à n'y pas aller perdre leurs illusions. L'homme voudra toujours épuiser ses désirs jusqu'au bout, même quand il sait d'avance que le regret doit venir après.

Le monde n'est plus un enfant; il ne faut plus songer à lui interdire la science; il ne faut plus espérer de lui cacher la liberté. Mais il faut le mettre en garde contre toutes deux. Déjà plusieurs fois il a vu celle-ci dans toute sa nudité, et il est sorti de chez elle avec dégoût. Il y reviendra néanmoins quand le dégoût sera passé; ses passions l'emporteront encore jusqu'à ce qu'elles soient éteintes par l'âge: — bienheureux s'il n'y a laissé que ses illusions!

Le père de famille connaît les dangers de la courtisane, et il cherche à en dé-

tourner son fils. Mais quand le fils est devenu grand, de mauvais conseils l'égarent, des amis vicieux le perdent. Les uns l'entraînent de force, les autres lui peignent le plaisir sous les couleurs les plus riantes; ceux-là lui fournissent des ressources à l'insu de son père. Il en est qui ne sont que complaisants et partagent la débauche par faiblesse ; il en est même qui, sans la partager, l'encouragent par leurs plaisanteries ; il en est enfin qui, sans l'encourager, la tolèrent par indifférence.

Telles sont dans un État les catégories correspondantes des partisans du mouvement. La pente qui conduit à la liberté, à l'égalité et à toutes leurs conséquences, nous laisse glisser incessamment et à notre insu. Ceux-là sont imprudents qui s'y hasardent, ceux-là sont coupables qui y poussent les autres. L'égalité finale et absolue n'est pas à la vérité le terme où tendent la plupart des écoles socialistes

qui aspirent à réformer le monde. Les plus avancées n'oseraient se l'avouer à elles-mêmes. Mais il ne faut pas cesser de le répéter au peuple qui écoute tous les discours, et qui se laisse séduire par tous: — la fin de tous ces systèmes, c'est l'égalité absolue. Ils vous promettront de s'arrêter à temps, mais ils se trompent, ou ils mentent. Le repos est impossible; il faut avancer malgré soi, et la résistance elle-même ne fait que retarder le mouvement sans l'arrêter. Ah! si telle est en effet notre loi que nous ne puissions résister au progrès, et que le terme de ce progrès, qu'on nous montre au loin comme une terre promise, soit bien cette triste et froide égalité, où nous devons perdre toutes nos illusions, tous les biens que le Seigneur a mis sur la terre pour y charmer notre court passage, la religion, la famille, la propriété, et s'il dépend de nous d'accélérer ou de retarder notre marche, ah! retournons plutôt sur nos

pas, fuyons ces tristes régions où l'humanité ne doit arriver qu'aux jours de sa vieillesse, veuve de ses croyances, l'imagination éteinte et le cœur glacé !

Heureusement, depuis qu'il existe des sociétés, la résistance a toujours tenu en main, excepté à de courts intervalles, le frein du mouvement. Le mouvement se croit sans cesse à la veille de ressaisir la liberté et d'emporter le monde. Les siècles marchent cependant et le mouvement subit toujours la loi de la résistance; et le progrès qu'il fait n'est guère que celui qu'elle veut bien lui laisser faire, et quand de loin en loin l'esprit d'innovation parvient à briser ses chaînes et à prendre son libre essor, il ne tarde pas à sentir qu'en perdant ses liens il a perdu son appui; le vertige s'empare de lui, il ne se reconnaît plus lui-même, il retombe épuisé dans les bras de son rival, qui le

recueille et le protége. Son règne n'a brillé que la durée d'un éclair.

Telle est la loi du monde ; il en sera toujours ainsi. L'esprit de conservation, l'ordre, finiront toujours par l'emporter sur l'esprit de liberté. Les avantages de la résistance sont trop grands et trop nombreux pour ne pas lui assurer jusqu'à la fin la domination. — Les conservateurs savent ce qu'ils veulent; les hommes du mouvement marchent vers l'inconnu. — Leur position est simple, il s'agit de *conserver,* et ce mot de ralliement se fait comprendre sans commentaires; les libéraux ont autant de drapeaux que de combattants, aucun d'eux ne peut préciser le point où il s'arrêtera, sans se faire des ennemis de ceux qui veulent aller plus loin. — Les conservateurs, habitués aux idées du gouvernement, gardent au banquet du pouvoir leur raison et leur sang-

froid; les libéraux s'y enivrent ou deviennent eux-mêmes conservateurs; c'est l'histoire de toutes les révolutions politiques.

XI.

Nam cupidè conculcatur quod nimis antè me tutum.

JUV.

Appliquez-vous à rendre le peuple aussi heureux que possible dans sa condition, — mais ne le bercez pas des chimères de l'égalité. Améliorez le sort des travailleurs, et faites surtout, — car en vérité la science

du gouvernement est presque là tout entière — faites que les dépositaires inférieurs du pouvoir traitent les pauvres avec bonté, avec douceur. Honorez la pauvreté et le travail au lieu de les humilier. Tendez la main à ceux d'entre le peuple qui sont évidemment faits pour sortir de ses rangs, recherchez-les, élevez-les, renforcez vos aristocraties de toutes les hautes capacités, de toutes les grandes illustrations; — mais que ce soit une faveur de la société, et non pas une réparation ni un droit.

Donnez au peuple tout le bien-être désirable, toutes les libertés individuelles, qui seront compatibles avec l'ordre et la conservation, — mais le moins possible de libertés publiques. L'exemple des siècles est là pour vous montrer que les populations n'ont rien gagné à ces libertés.

On vous cite le moyen âge, on vous

cite les nations reculées qui n'ont pas le bonheur de vivre sous un gouvernement constitutionnel. Le moyen âge manquait de bien-être, mais il avait tout juste la liberté qui convenait à ses idées et à ses besoins. La liberté n'est pas un bien par elle-même, c'est une passion. Elle souffre à n'être pas satisfaite, il ne faut donc pas l'exciter. Nous serions malheureux si nous perdions nos libertés actuelles, nous ne le serions point si nous ne les avions pas connues. Nos désirs en tout augmentent avec nos besoins. Les peuples qui demandent à grands cris des constitutions ne savent pas à quel prix ils doivent les payer! — Je les ajourne à quelques années d'expérience. Il leur faut aujourd'hui quelques libertés indispensables, plus tard il les leur faudra toutes. Un gouvernement constitutionnel est pour le moment le terme de leurs vœux; ils verront plus tard qu'ils ont remplacé l'autorité et les priviléges de quelques-uns par l'intri-

gue et la corruption de tous. Ils verront — « le bien et le mal changer du matin au soir avec les faciles majorités [1]; » ils verront toutes les ambitions s'élever et toutes les convictions s'éteindre; mais il ne sera plus temps; la corruption ne recule point, elle ne peut qu'avancer; ils arriveront au communisme, comme la France peut y arriver, si elle n'y prend garde, à la première commotion un peu forte, et regretteront alors, comme nous, la paternelle oppression de l'antique et légitime monarchie.

Mais, vont s'écrier les progressistes, vous voulez donc que le peuple croupisse à jamais dans l'ignorance et la servitude? Vous voulez nous ramener aux temps barbares? — Dieu m'en préserve! Je veux seulement que vous laissiez le peuple tranquille; que vous n'alliez pas lui met-

[1] Lamennais.

tre en tête les chimères de votre égalité, de votre liberté ; je veux que vous n'alliez pas le chercher à sa charrue ou à son atelier, pour le venir faire voter dans votre sens ; je veux que vous ne fassiez pas naître en lui des besoins d'indépendance qui lui sont inconnus et qui ne peuvent que le rendre malheureux plus tard. Quant à l'instruction, une seule suffit, une seule importe à son bonheur et à celui de la société, une seule peut le consoler et le rendre content de son sort, — c'est l'instruction religieuse.

Ah! ce seul mot de religion vous irrite; vous consentiriez encore à ce qu'on laissât le peuple dans son infériorité relative : mais le rendre religieux, voilà ce que vous ne sauriez supporter. Et là-dessus les grands mots d'intolérance, de domination religieuse, d'envahissement du clergé, que les chefs de l'opposition savent si bien faire sonner dans les cham-

bres! Rendre le peuple religieux, mais c'est violenter les consciences; c'est le façonner au joug, c'est le préparer d'avance à l'asservissement!

Et l'on ne s'aperçoit pas qu'en s'appliquant à répandre chez le peuple, comme l'opposition le fait avec tant de zèle, le mépris de toute croyance, on détruit en lui le respect de toute autorité. En affaiblissant le sentiment religieux, on relâche les seuls liens qui retiennent encore la société sur sa frêle base. Savez-vous pourquoi vous souffrez si impatiemment l'autorité religieuse? c'est parce que vous avez renversé toutes les autres et que votre indépendance ne s'agite plus que par habitude, par besoin. Voyez! les nations les plus libres sont celles à qui ce facile joug est le plus intolérable. Les peuples monarchiques le supportent encore sans murmurer, ou s'ils réclament contre certains dogmes, c'est en témoi-

gnage de l'importance qu'ils attachent au principe. La France, qui secoue peu à peu le reste de ses dépendances, en est réduite à redouter l'enseignement religieux. Un petit pays voisin, dont la constitution est la plus libérale du monde entier, dont la presse se prostitue aux yeux de l'Europe dans la licence la plus éhontée, un pays qui a épuisé toutes les libertés, toutes les indépendances, et qui ne sait plus à quelles résistances s'en prendre, gémit, à l'heure qu'il est, sous l'oppression religieuse et la domination du clergé! Le clergé n'a, il est vrai, pas plus de droits, dans la constitution, que le dernier des citoyens; ses moindres actes sont épluchés par ses ennemis; la moindre faveur du gouvernement pour lui serait un scandale public; il est reçu de l'injurier dans les chambres, et les journaux de l'opposition le traînent dans la fange; il n'a pas le moindre pouvoir réel. Que redoutent donc tant les chefs de l'op-

position! — Ah! ce qu'ils redoutent? son *influence.* — Mais qu'est-ce donc que cette influence? Par quoi se révèle-t-elle? — On n'en sait rien; elle est *occulte.* On la craint d'autant plus qu'on ne la trouve nulle part, et qu'on ne la saisit sous aucune forme; mais on sait qu'elle existe, et le pays tout entier s'agite convulsivement pour renverser cette tyrannie décidément insupportable!

Ainsi, après que tout le domaine des libertés publiques est défriché, il faut bien que les grands enfants qu'on appelle les chefs de l'opposition entretiennent la lutte des pouvoirs sur un terrain quelconque, de peur que la nation n'arrive, comme ils le disent, à ce qu'ils redoutent plus que les plus grands malheurs : — L'indifférence politique!

Malheureux pays que ceux qui en sont réduits à redouter l'influence d'un pauvre

curé de village, c'est-à-dire l'inspiration des principes religieux et moraux qui sont la première sauvegarde de la société! Cependant ces hommes si acharnés contre l'esprit religieux veulent bien lui faire une concession. — Gardez, lui disent-ils, gardez votre religion dans vos églises; la loi nous interdit d'en fermer l'entrée à ceux qui s'y veulent aller perdre; mais ne vous avisez pas d'en sortir, car si nous vous surprenons dans nos écoles, dans l'intérieur de nos familles, nous vous en chasserons à l'instant même! Nous vous respecterons chez vous si vous vous y tenez tranquilles, et surtout si vous ne faites rien pour y attirer nos femmes et nos enfants. Sachez que nous défendrons jusqu'à la dernière goutte de notre sang, contre le pouvoir religieux, l'indépendance du pouvoir civil. Ah! un mot encore! — quand l'un des nôtres viendra à mourir, nous exigeons que les portes de votre église lui soient ouvertes, quand même

il n'y aurait pas mis les pieds de sa vie, et quand même il serait entré dans des associations fondées pour la braver et pour la combattre. A ces conditions nous souffrirons un culte et un clergé.

O hommes aveugles et sans pudeur, qui prenez tant de soin d'éloigner du peuple toute idée de religion et de morale, pour le rendre semblable à vous, ne craignez-vous pas que ce peuple, élevé dans le mépris de toute autorité, ne finisse par les renverser toutes pour mettre à profit vos leçons? Le respect de la loi, le respect des gouvernements est lié à celui de la religion. Mais s'il ne croit plus à rien, ne craignez-vous pas qu'il ne se venge sur vous du vide de son cœur et du néant de ses espérances? S'il ne croit plus à rien, ne craignez-vous pas qu'il ne se rue sur vous-mêmes et sur vos biens, lorsqu'il n'aura plus pour frein que votre force opposée à la sienne? Ne craignez-vous

pas alors qu'il ne soit le plus fort? Vous pouvez être des hommes sans foi, sans morale et sans conscience, parce que vous êtes retenus par l'opinion du monde et par les avantages de votre position. Vous ne tuez point, vous ne dérobez point, parce que vous y perdriez plus que vous n'y gagneriez; — mais le peuple! le peuple qui n'a ni opinion à ménager, ni position à conserver, qu'en ferez-vous quand vous lui aurez ôté ses croyances? Il sera bien stupide, ne croyant plus à rien, de respecter ce qu'il pourrait prendre si facilement, — car il est au moins six contre un. Mais heureusement tous vos efforts seront longtemps encore impuissants à déraciner entièrement chez lui la foi de ses pères, et votre sollicitude pour son affranchissement de la tyrannie religieuse ne lui inspire que du mépris.

Ces efforts si violents contre une oppression si légère, cette lutte convulsive et ridicule d'hommes qui prétendent passer pour libéraux, contre une ombre, un fantôme, une influence occulte, signale le dernier période de l'ère constitutionnelle, de la politique représentative. Le principe moral qui anime la résistance, et qui grandit en raison directe des efforts déployés par le mouvement, lui donnera, il faut l'espérer, la force de le tenir en bride et de préserver la société du précipice au bord duquel elle court. Mais sa vigilance peut rester en défaut ; sa main

peut faiblir un instant et laisser échapper les rênes. C'est aux hommes sages, à ceux qui savent sur quelle route nous sommes engagés, qui connaissent les tendances finales de l'égalité, de la liberté, de l'esprit d'indépendance et d'insubordination, à prêter aux gouvernements leur concours et leur appui, en les aidant à maintenir le peuple dans les idées de morale, de soumission et de respect pour l'autorité, qui font en définitive son véritable bonheur.

Le meilleur moyen d'y parvenir, c'est de propager et d'éclairer sous toutes ses faces cette grande vérité : —Que les hommes sont variés à l'infini dans leurs aptitudes et dans leurs goûts, et que l'égalité des conditions serait la plus dure des tyrannies ; — c'est de démontrer aux hommes sincères et désintéressés — que tous les systèmes politiques, depuis le plus avancé jusqu'au plus timide, partent du

faux principe de l'égalité native, pour arriver à la conséquence désastreuse de l'égalité finale, — que le plan incliné des libertés publiques conduit naturellement la société vers ce but, sans qu'il soit nécessaire de l'y pousser, et qu'elle y arrivera toujours assez vite, — car alors ses passions seront éteintes, et la vie sortira de ce corps usé.

Cette époque de deuil s'avance pour nous à grands pas, — et nos hommes du mouvement ne s'aperçoivent pas qu'ils courent follement au-devant d'elle. Hommes de la résistance, unissons-nous pour conserver au peuple, le plus longtemps possible, sa foi, son innocence et son bonheur. Quand notre société, déjà vieille, aura vu s'évanouir ce qui lui reste de croyances et de vénérations; quand nos gouvernements représentatifs auront péri, dévorés par leurs agitations continuelles et par l'exagération toujours croissante

de leur principe, alors l'esprit d'égalité qui est né d'eux et qui en convoite la succession, cherchera à établir sur leurs débris ses utopies et ses chimères. Alors s'ouvrira l'ère qui doit être la dernière des phases sociales, alors se débattront entre elles toutes les doctrines et toutes les théories qui s'appuient sur le principe de l'égalité des conditions et des droits. Peu à peu le mouvement prenant de plus en plus l'empire sur la résistance, celle-ci deviendra impuissante à retenir la société sur l'abîme, et y sera précipitée avec lui.

Alors l'occident de l'Europe deviendra barbare; et ses peuples nouveaux, sortis des débris de l'ancienne société, suivront de loin les progrès des peuples de l'orient, dans la voie constitutionnelle où ils sont déjà impatients de s'élancer! Et le sort des nations écroulées ne sera pas une leçon pour les nations qui s'élèvent; — car ainsi le veut la loi éternelle de tout ce

qui existe, la lutte providentielle du mouvement et de la résistance, entre lesquels doit osciller le monde, jusqu'à ce qu'il ait enfin accompli ses destinées.

FIN.

